

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 87 (1999)

Heft: 1428

Artikel: Solidarité internationale

Autor: Gordon-Lennox, Odile / Hervé, Florence / Salazar, Mariana

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-281502>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

VAUD

Lausanne

Samedi 6 mars

- Salle de paroisse St-Laurent

Dès 8h30 un petit déjeuner, dont le bénéfice est destiné à des paysannes du Cameroun, sera servi, préparé par le groupe «UNIFEM», le «Zonta» et les «Paysannes vaudoises».

- le samedi matin, le stand de l'«ADF-Vd» rappellera, puisqu'il le faut, que l'assurance maternité n'est pas encore totalement acquise.

- «Femmes sans frontières», au même endroit, vendra des friandises au profit de «10 filles de plus à l'école au Burkina Faso».

- Rue de la Madeleine le stand du groupe «Amnesty International» sera présent pour dénoncer les conditions de vie des femmes dans les prisons américaines. Une ex-détenue aux USA apportera son témoignage. Il y aura de la musique, des animations et... des pétitions à signer.

- Frat' place Arlaud 17 à 19h

«Amnesty» organisera une table ronde avec une ex-détenue nord-américaine et une juriste. Ce débat sera suivi d'un repas avec chant, musique et danse(s). S'inscrire auprès d'Amnesty pour le repas.

- Dans la rue Le collectif «Femmes en grève», les «Bad Girls» et les «Flingueuses du Bitume» prépareront et animeront un grand jeu de l'oie dans la rue pour sensibiliser le public à certaines thématiques.

- Le «CLAF» organisera une marche silencieuse de représentantes de ses cinquante associations féminines. Elles se promèneront dans les rues du centre ville pour faire connaître les causes qu'elles défendent.

(nmk)



SOLIDARITE INTERNATIONALE

AFRIQUE

«bangwe: Arrêtez de vous battre»

Bangwe est le nom d'un nouveau projet qui mobilise pour la paix les femmes de la région des Grands Lacs africains. Sa coordinatrice, Colette Somaya, vient du Burundi. Elle habite à Genève depuis sept ans. Elle y est arrivée comme ambassadrice de son pays auprès de l'ONU. Avec le coup d'état militaire de 1993 suivi d'un génocide, elle perd son poste. Elle décide de rester en Suisse pour assurer l'éducation de ses trois enfants. Elle a une longue habitude de la lutte pour les droits des femmes. Comme universitaire, puis députée au Parlement du Burundi et Secrétaire générale de l'Union des femmes, elle a milité pour que la législation donne aux femmes des droits égaux. Elle a obtenu que son pays ratifie la Convention sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes. Même effort pour la Convention sur les droits de l'enfant. Maintenant Colette Somaya travaille sur le long terme.

La culture traditionnelle de son pays connaissait une forme de justice locale qui réglait les conflits de manière pacifique. Un groupe de sages venait devant tout le village et tranchait les différends. Dans les cas extrêmes, on faisait appel aux femmes qui disaient «Bangwe».

«Bangwe» veut à nouveau donner la parole aux femmes, aider celles qui sont déjà engagées dans des efforts de paix par la non-violence, créer un réseau de solidarité dans la région des Grands Lacs. Les groupes ciblés sont les jeunes filles, les femmes rurales et les associations, en écartant toute référence politique ou ethnique. Les femmes vont s'exprimer sur le thème de la paix et de la non-violence, en écrivant leurs idées ou en les enregistrant sur vidéo pour les femmes analphabètes. Ces témoignages seront publiés.

Les contacts pris au Burundi, au Rwanda et dans la République démocratique du Congo donnent déjà des résultats. Les gouvernements ont manifesté leur accord. Les Hauts Commissariats pour les réfugiés et aux



Colette Somaya



Photo: Josué Anselmo

droits de l'homme et l'Unesco soutiennent le projet. Des associations féminines s'engagent aussi, ici et en Afrique. Il faut maintenant trouver un financement adéquat pour que «Bangwe» grandisse.

(«Bangwe» sera présenté le dimanche 7 mars à la maison Vaudagne à Meyrin, voir sous Genève).

Odile Gordon-Lennox

Adresse: Groupe des ONG Internationales sur les Femmes réfugiées, Bureau E2-1, Salle des ONG, Palais des Nations 1211 Genève 11. Tél. 022 917 477 35, fax 022 917 0181, compte UBS 786.966.00J

TURQUIE

Leyla Zana – une vie en prison Une femme lutte pour la liberté, l'égalité et la paix.

Leyla Zana est une jeune fille de la campagne, analphabète, mère de deux enfants dont le mari, maire de Diyarbakir, a été terriblement torturé.

Elle a été élue première femme kurde au Parlement turc en 1991. Elle a été emprisonnée début mars 1994 pour avoir réclamé le droit à l'identité culturelle de son peuple, et pour s'être prononcée pour l'amitié entre Turcs et Kurdes ainsi que pour une solution pacifique au conflit.

Elle a été condamnée en décembre 1994 à quinze ans de prison. Elle a obtenu le Prix Sakharov du Parlement européen pour les droits de la personne humaine en 1995. Pour son courage et son engagement. Elle a été nommée par deux fois candidate au Prix Nobel de la Paix. Elle a été déclarée prisonnière politique par Amnesty International en 1997.

Leyla Zana est toujours en prison. Cela fait cinq ans déjà. Et elle doit y rester encore douze ans, les autorités turques l'ayant condamnée récemment à deux années supplémentaires. Malgré les protestations du Parlement européen il y a quelques semaines. Parfois, on refuse à ses enfants, en exil à Paris, le permis de visite – ce ne pourraient être ses enfants, disent les autorités turques, puisqu'ils vivent à l'étranger.

On veut l'empêcher de prendre la parole. Leyla Zana ne s'est pas laissé intimider. En dépit de la torture et de la prison. Comme autrefois Angela Davis et Nelson Mandela.

Des centaines de milliers de personnes réclament sa libération et celle des autres prisonniers politiques. Plus de 7000 personnes de quatre continents sont prêtes à passer un jour en prison à sa place.

Lors du Congrès de la Fédération démocratique internationale des femmes fin novembre 98 à Paris, 500 femmes du monde entier réclamaient sa liberté: «1999 sera l'année de la libération de Leyla Zana». Dans un message, Leyla Zana leur avait écrit de sa prison d'Ankara: «La femme kurde subit non seulement la violence de se

voir nier son identité culturelle, mais elle subit surtout, et de façon atroce, des violences physiques qui touchent à l'intégrité de son corps... Cette guerre sans nom a des effets dévastateurs sur l'ensemble des membres de la société.» Une femme lutte pour la liberté, l'égalité et la paix. Une femme qu'il faut libérer au plus vite.

Florence Hervé

COLOMBIE

Un atelier pour la vie

En Amérique latine, le 8 mars est un jour festif. Les femmes en profitent pour mettre en avant les associations qu'elles ont créées. Un petit clin d'œil à la Colombie, pays secoué récemment par un violent séisme, et pays secoué par une violence au quotidien de longue date. Reportage et rencontre avec une femme courageuse.

En Colombie, plus d'un million de personnes ont fui les zones rurales dans les dix dernières années. Cette population contrainte massivement à l'exode interne est composée d'environ 75% de moins de 25 ans, 58% de femmes, souvent veuves, devenues cheffes de famille. Non seulement ils abandonnent biens et foyers, mais ils sont encore menacés dans les bidonvilles où ils se réfugient.

«Cette guerre n'est pas la nôtre, et nous sommes en train de la perdre». Ainsi s'intitule la vidéo qui présente une organisation non gouvernementale d'aide aux familles déplacées par la violence. A quelques mètres de là passe une des rues les plus encombrées de Bogotá. Cependant la petite ONG «Taller de Vida» n'a pas l'air bousculée par l'agitation de la ville. Détendue et souriante, Heidy Duque, sa directrice, me reçoit dans un appartement où nombre de «desplazados» (populations déplacées par la violence) apprennent l'espoir et trouvent des repères dans cette mégapole peu accueillante. Elle-même a été victime de la violence dans le Département de Cordoba au nord de la Colombie. Issue d'une tradition familiale d'éducateurs et leaders communautaires, Heidy se décide à «émigrer» à Bogotá après avoir subi des menaces de mort pendant trois ans. «Le cimetière était

devenu notre espace thérapeutique», se souvient-elle. Le lieu où une dizaine de familles se retrouvaient régulièrement entre 1988 et 1990, phase d'intensification des massacres des paramilitaires dans sa région. Son père fut l'un des premiers à être assassinés.

Réinventer son existence

Comment donc réinventer la vie ailleurs, alors que l'on a été obligé de quitter son chez soi? que faire pour «lever la tête» à nouveau? se demande cette femme, éducatrice de formation. A partir de 1991, elle réalise des ateliers de récupération émotionnelle utilisant le théâtre comme outil et crée l'ONG «Taller de Vida». Car il ne s'agit pas seulement de redonner un sens à la vie et de surmonter les traumatismes (être survivant des massacres, perdre des membres de sa famille), mais aussi de trouver des moyens de subsistance, de scolariser les enfants, bref, de s'intégrer dans un contexte d'inefficacité de l'Etat colombien face à l'ampleur de ce phénomène.

Aujourd'hui à Usme, au sud-est de Bogotá, dans les montagnes qui surplombent la ville, la maison de «Taller de vida» propose à ces nouveaux arrivés une structure d'entraide et d'intégration. Dans le cadre d'un projet financé par Amnesty International environ 120 familles bénéficient d'une garderie pour 40 enfants entre 6 et 12 ans et de la scolarisation de certains. Les jeunes, une cinquantaine, suivent une formation à la gestion économique, dans les arts (théâtre, rap), l'écologie et d'un accompagnement pédagogique. Heidy est fière de me signaler l'exemple de Carlos, étudiant en éducation des jeunes ou de Nuri, bientôt avocate.

Les femmes, souvent illettrées, sont formées à la fabrication d'artisanats (vitraux sur verre, cartes), dont la revente assure en partie l'existence des familles. Cette autonomie financière a suscité une prise de conscience et leur a permis de gagner le respect des hommes qui les ont rejointes. Dans leur atelier on fabrique par dizaines une petite broche en cerf-volant faite avec des bouts de laine multicolores entre-tissés. Elle est devenue leur symbole: la possibilité d'aller au-delà de leur horizon...

Mariana Salazar